

communiqué
de presse 015



**POUR GARDER LES
QUALIFICATIONS,
IL FAUT COMMENCER
PAR LES RECONNAÎTRE !**

6e édition du baromètre professions techniciennes
et intermédiaires Ugict-CGT/Secafi/Viavoice

PROFESSIONS TECHNICIENNES ET INTERMÉDIAIRES : QUI SONT-ILS ? QUI SONT-ELLES ?

Technicien·ne·s dans l'industrie, les transports ou la logistique, infirmier·ère·s, éducateur·rice·s, assistant·e·s de direction, agent·e·s de maîtrise, commerciaux, préparateurs et préparatrices en pharmacie... Alors qu'ils et elles jouent un rôle central dans les processus de travail, ces professionnel·le·s sont déconsidéré·e·s, enfermés·es dans le « ni cadres, ni ouvriers ».

7 millions

de salarié·e·s exercent une profession intermédiaire ou technicienne

SALAIRES : LE GRAND DÉCLASSEMENT

Chaque année, une large majorité de professions intermédiaires et techniciennes estiment que leur salaire est en décalage avec leur implication, leur charge de travail, leurs responsabilités, et leur qualification. Ce ressenti est redoublé par l'inflation, qui conduit d'après la DARES à une baisse de **3,6 %** des salaires de ces professions en euros constants en 2022.

59 % des sondé·e·s n'ont eu aucune augmentation de salaire depuis 1 an
(61 % des femmes et 55 % des hommes) ;

54 % n'ont même pas eu de prime
(56 % des femmes et 51 % des hommes) ;

Parmi celles et ceux qui ont eu une prime ou une augmentation de salaire, 60 % considèrent que cela ne leur permet pas de maintenir leur pouvoir d'achat (63 % des femmes et 58 % des hommes et 69 % des agent·e·s du secteur public).



CGT Ingés Cadres Techs
263, rue de Paris
Case 408
93516 - Montreuil Cedex

CONTACT PRESSE :

presse@ugictcgt.fr
07 85 83 68 55



POUR LES FEMMES : TRIPLE PEINE

Elles sont concentrées dans les métiers les moins bien rémunérés (santé, social, tertiaire), elles obtiennent moins souvent que les hommes des augmentations de salaires, et quand c'est le cas, ces augmentations sont plus faibles.

Les **inégalités entre les femmes et les hommes** sont donc en train de **s'accroître** !

DÉFICIT DE RECONNAISSANCE ET CONFLITS ÉTHIQUES

Une majorité de professions intermédiaires et techniciennes considère que son expertise professionnelle n'est pas reconnue.

Malgré des responsabilités qui augmentent, une majorité considère que l'intérêt de son travail a tendance à diminuer, sous le coup de méthodes managériales qui se dégradent.

63 % disent que régulièrement les choix ou pratiques de leur administration entrent en contradiction avec leur éthique professionnelle.

ATTACHÉ·E-S À LA RETRAITE À 60 ANS ET PRÊT·E-S À SE MOBILISER

83 % des répondant·e-s souhaitent une réforme des retraites qui garantisse une pension au moins égale à 75 % du salaire de fin de carrière et 65 % souhaitent le rétablissement de l'âge de départ à 60 ans avec une prise en compte des années d'études.

54 % sont prêts à manifester et 46 % à faire grève pour défendre leur retraite.

ALERTE ROUGE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Les chiffres du baromètre sont nettement plus négatifs pour les professions intermédiaires du secteur public : **15 %** des professions intermédiaires de la fonction publique envisagent de changer de travail dans les 12 mois du fait de désaccords avec les stratégies ou valeurs de leur administration.

CHANGER DE BRAQUET POUR RETENIR LES QUALIFICATIONS

Alors qu'un quart des professions intermédiaires et techniciennes envisage de changer de travail dans les 12 prochains mois, l'Ugict-CGT appelle les employeurs à ouvrir le chantier de la reconnaissance de ces professions indispensables. Cela passe par :

- une reconnaissance salariale : la revalorisation des professions féminisées, l'indexation des salaires sur l'inflation, la reconnaissance des qualifications et responsabilités exercées ;
- une meilleure articulation des temps : une réduction du temps de travail, en commençant par récupérer ou rémunérer toutes les heures supplémentaires, la limitation des horaires atypiques et davantage de souplesse horaire, notamment pour les parents et aidants familiaux ;
- un management reposant sur la reconnaissance de l'expertise professionnelle et de la technicité en lieu et place du management par les coûts.